

« Sans industrie forte, il n'y a pas d'économie forte »

L'industrie française est affaiblie. Le président de l'UIMM veut d'urgence des réformes.

LE GRAND
TÉMOIN
ALEXANDRE
SAUBOT
PRÉSIDENT DE L'UIMM

PROPOS RECUEILLIS PAR
ANNELOTHUIJGEN @Annelothuijgen
ET JACQUES-OLIVIER MARTIN @jocjom

À la veille du coup d'envoi de la Semaine de l'industrie, Alexandre Saubot dresse un bilan sans concession de l'industrie française. En baissant le coût du travail et en s'attaquant aux rigidités qui minent les entreprises, notamment grâce à une réforme ambitieuse du Code du travail, le président de l'Union des Industries et Métiers de la Métallurgie (UIMM), également directeur général du champion français des nacelles élévatrices Haulotte, juge que la France peut redevenir une puissance industrielle forte.

LE FIGARO. - Comment jugez-vous l'état actuel de l'industrie française? Alexandre SAUBOT. - Sans industrie forte, il n'y a pas d'économie forte. Or l'industrie française recule depuis quinze ans. Notre production est à un niveau inférieur d'environ 15% à celui d'avant crise, alors que l'Allemagne et les États-Unis ont déjà retrouvé leur niveau de 2008. L'emploi industriel a reculé de 25% sur les quinze dernières années et l'industrie française souffre d'un sous-investissement chronique. La preuve, quand on compte un robot industriel en France, il y en a deux en Italie et cinq en Allemagne. Mais le recul de notre industrie est tout sauf irréversible. Je n'ai pas de doute sur la capacité de la France à retrouver son rang de grand pays industriel si elle fait les réformes structurelles indispensables.

La situation ne s'est-elle pas améliorée ces derniers mois?

Nous observons un redressement des marges dans l'industrie française depuis mi-2014 sous l'effet cumulé du pacte de responsabilité et du CICE, de la baisse de l'euro et du cours des matières premières, ainsi que de la faiblesse des taux d'intérêt. Mais dans un environnement aussi favorable, la question que tout le monde devrait se poser est : comment se fait-il que le rebond français ne soit pas à la hauteur et que notre croissance peine à dépasser 1%?

Quels sont les handicaps de l'industrie française?

Le poids de l'industrie a baissé dans tous les pays européens, sous le double effet de l'externalisation de certaines fonctions vers d'autres secteurs de l'économie et de l'émergence de la concurrence asiatique et particulièrement chinoise. Mais elle a décliné plus en France qu'ailleurs. Notre pays et ses industriels auraient pu davantage profiter d'un marché de plus de 300 millions de consommateurs, d'une monnaie unique et de frontières ouvertes, si nous avions su nous adapter pour rester attractifs face à nos voisins. Au lieu de cela, nous n'avons pas pris les mesures adéquates et, pire, nous avons aggravé nos rigidités. Il est maintenant urgent de prendre les bonnes décisions pour l'avenir.

Quelles mesures préconisez-vous? Nous devons agir rapidement en commençant par décider d'un vrai moratoire sur les contraintes nouvelles qui s'imposent tous les jours aux entreprises. La preuve dans mon entreprise, Haulotte : en 2012, alors que le président de la République promettait un choc de simplification, nous étions soumis à pas moins de 7600 contraintes réglementaires ; deux ans plus tard, c'est difficile à croire mais il y en avait 8200! Ensuite, j'espère que la mission qui a été commandée sur l'application du compte pénibilité permettra de revenir sur un dispositif aussi complexe qu'anxiogène et qui aboutirait, s'il



était mis en œuvre, à détruire de la croissance et de l'emploi dans notre pays. Ne négligeons pas, enfin, le besoin de donner de la visibilité et de la stabilité aux chefs d'entreprise. Le CICE et le pacte de responsabilité représentent 40 milliards d'euros de baisses de charges pour les entreprises. C'est du jamais-vu, mais, dans le même temps, en permanence depuis trois ans, nous avons des débats sur des aménagements et la pérennité de ces dispositifs. Résultat, les industriels doutent et les effets de la mesure sur l'investissement n'ont pas l'ampleur qu'ils auraient pu avoir. Sans compter qu'il faudra, pour restaurer complètement notre compétitivité, ramener un jour notre niveau de prélèvements à un niveau équivalent à ce que pratiquent nos principaux concurrents européens.

Est-ce que la réforme du Code du travail va changer la donne?

Le projet de loi El Khomri a suscité un grand espoir chez les entrepreneurs français. Car il pourrait contribuer à remettre enfin le Code du travail au service de l'emploi. Le projet du gouvernement, en tout cas dans son périmètre actuel, est ambitieux. Il est important de conserver cette ambition tout en rassurant ceux que ce texte inquiète. Le projet actuel prévoit de vrais changements, il n'est donc pas anormal qu'il suscite des débats. Pourtant, je suis convaincu que ce sont les jeunes, qui étaient cette semaine dans la rue, qui ont le plus à gagner de cette réforme.

Êtes-vous optimiste pour l'avenir de l'industrie en France?

Notre pays a les ressources pour permettre à son industrie de retrouver la place qu'elle n'aurait jamais dû perdre de notre économie. N'oublions pas que l'industrie représente aujourd'hui 90% des exportations françaises et 80% de la recherche privée. Les entreprises industrielles démontrent chaque jour leur dynamisme sur le terrain, à l'image de leur mobilisation, soutenue par l'UIMM et son réseau, lors de la semaine de l'industrie depuis sept ans. Notre pays a de nombreux pôles d'excellence et est bien placé dans de nombreux secteurs d'avenir comme les objets connectés ou l'impression 3D. Plus de 100 000 postes seront à pourvoir par an dans les industries technologiques en France d'ici à 2025. L'industrie est donc l'une des clés : on sait qu'à 20% d'emplois industriels dans un pays (alors que nous sommes à 13% aujourd'hui), il n'y a pas de problème de chômage. ■

LE GRAND
TÉMOIN
LA PREMIÈRE

EN VIDÉO SUR
www.lefigaro.fr

La politique industrielle européenne à la peine

Comment faire en sorte que l'industrie européenne retrouve son niveau d'avant-crise? L'Union européenne est montée au créneau ces dernières années avec un objectif : ramener la part de l'industrie européenne à 20% en 2020, contre 16,9% l'an dernier. Et encore, ce poids varie nettement d'un pays à un autre. L'industrie française ne pèse plus que 14,1% du PIB, soit à peine plus que la Grèce (12,6%) et beaucoup moins que l'Allemagne, la Pologne ou la Slovaquie qui sont à plus de 25% du PIB.

La commissaire à l'Industrie Elzbieta Bienkowska jugeait dans son colonnes (Le Figaro du 12 juin 2016) que l'industrie devait elle-même évoluer pour être plus innovante, plus propre et de plus grande qualité. Elle appelait les entreprises à coopérer davantage et à se moderniser, en investissant dans la recherche et l'amélioration de leur efficacité énergétique notamment. « Il faut protéger notre industrie en aidant nos industriels et non pas en érigeant des barrières pour d'autres », souligne sa porte-parole Lucia Caudet, énumérant les projets pour développer un brevet européen plus abordable, des standards pour l'Internet des objets et le cloud européen ou encore le développement du capital-risque pour soutenir notamment les PME.

Pouvoir protéger ou aider les filières

« La politique industrielle européenne n'est pas très forte et certains disent même inexistante, juge sans détour Sarah Guillou, économiste spécialisée dans l'innovation et la concurrence à l'OFCE Sciences Po. Alors que l'Europe s'est forgée autour de l'industrie, c'est la politique de la concurrence qui l'a largement emporté. »

En clair, l'Europe se refuse à protéger ou aider des filières in-

dustrielles et fait de la concurrence son unique priorité, quand des pays puissants comme les États-Unis ont une approche plus opportuniste en matière de politique industrielle.

En réalité, en Europe, les mesures sectorielles prises par la Commission ou les États membres, comme il en existait partout dans les années 1950 et 1960, sont tout simplement interdites, sauf dans deux domaines, l'innovation et la recherche et l'environnement et la technologie. Les deux grands programmes de financement en cours en Europe, le plan Juncker et le plan Horizon 2020, sont justement axés sur ces thèmes. « Ces exceptions sont finalement une forme de politique industrielle, car le nucléaire ou le charbon n'y figurent pas par exemple. Il peut aussi y avoir des dérogations momentanées comme pour l'automobile en 2009 », note Sarah Guillou. Dans ce cas, chaque pays peut donc librement décider du montant de la prime à la casse ou du bonus pour les véhicules électriques, mais pas soutenir librement une entreprise spécifique.

Bref, la marge de manœuvre est faible pour protéger les industriels. Dernier exemple en date : l'acier européen mis à mal par les exportations massives de la Chine. La Commission applique certes des taxes antidumping, mais elles ne sont pas aussi dissuasives, ni prononcées aussi rapidement qu'aux États-Unis. Sept pays dont la France ont demandé fin février à Bruxelles de taper du poing sur la table. « La politique de la concurrence ne devrait pas être déconnectée de la politique industrielle. Il faudrait faire une direction de la compétitivité pour réunir le point de vue du producteur et du consommateur », estime Sarah Guillou de l'OFCE. Beaucoup reste à faire. ■

A.H.

Bio EXPRESS

2000 Ancien élève de l'École polytechnique, Alexandre Saubot a commencé sa carrière en occupant différents postes dans l'administration. Il est depuis 2000 directeur général d'Haulotte, l'entreprise familiale de nacelles élévatrices.

2015 Président de l'UIMM (Union des industries et métiers de la métallurgie), il est nommé fin décembre 2015 vice-président du Medef en charge du pôle social.

PLUS DE DEUX MILLE ÉVÉNEMENTS

Le fabricant de manèges pour l'Europa Park, Sew Usocom, ouvre les portes de son usine en Alsace au public. En Mayenne, des produits industriels seront exposés dans les galeries marchandes. Et dans la Sarthe, des élèves auront classe pendant une semaine dans l'usine des tracteurs Claas. Ces événements ne sont que quelques-uns des plus de deux mille manifestations organisées sur le territoire dans le cadre de la Semaine de l'industrie (14 au 20 mars). Sa sixième édition, organisée par la Direction générale des entreprises (DGE), a toujours comme objectif de promouvoir et de renforcer l'attractivité de l'industrie et de ses métiers auprès du grand public et plus particulièrement des jeunes et des demandeurs d'emploi. Selon l'UIMM, quelque 100 000 emplois seront à pourvoir chaque année d'ici à 2025. Avec la digitalisation, de nombreux métiers seront aussi amenés à changer considérablement.

2,74
millions
de salariés
dans l'industrie
manufacturière
au troisième
trimestre 2015,
en baisse de 1,5%
en un an

37,29
euros
par heure travaillée
dans l'industrie
manufacturière
en France, contre
39,06 euros
en Allemagne
et 32,54 en moyenne
dans la zone euro



Le secteur français ne pèse plus que 14,1% de son PIB. LUCASTOR/FOTOLIA, ANASTASIAUSOLTEVA/FOTOLIA